

18 Étranger

France-Bénin-Burkina Faso/Au lendemain de la libération d'otages

La prise de risques en question

AFP

Paris/France

Les deux otages français libérés par les forces spéciales au Burkina Faso, dans une opération qui a coûté la vie à deux militaires, effectuaient un safari au Bénin avant de se faire enlever, posant des questions sur la prise de risques de touristes. Voici ce que l'on sait :

• A quel endroit se trouvaient-ils ?

Patrick Picque et Laurent Lassimouillas effectuaient un séjour touristique au Bénin, dans le parc de la Pendjari, l'un des derniers sanctuaires de la vie sauvage en Afrique de l'Ouest, qui s'étend dans le nord du Bénin sur 5 000 km² le long de la frontière avec le Burkina Faso. Attendus dans la soirée du 1er mai au lodge où ils séjournèrent, ils ne sont jamais revenus. Le cadavre de leur guide béninois, Fiacre Gbédji, très abîmé, a été retrouvé le 4 mai dans le parc, laissant de plus en plus craindre un enlèvement.

Ils seront libérés une semaine plus tard, dans la nuit du 9 au 10 mai, par les forces spéciales françaises en même temps qu'une Sud-Coréenne et une Amé-

ricaine qui étaient captives depuis 28 jours. Deux soldats français ont perdu la vie dans l'opération.

• Était-ce une zone dangereuse ?

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a jugé que les deux touristes avaient pris des "risques majeurs" en se rendant dans une "zone considérée depuis pas mal de temps comme une zone rouge", c'est-à-dire "formellement déconseillée".

L'un des deux ex-otages, Laurent Lassimouillas, a concédé samedi, à leur retour en France, qu'ils auraient dû "prendre davantage en compte les recommandations de l'Etat". Le Bénin, longtemps épargné par le terrorisme, faisait figure de havre de paix en Afrique de l'Ouest, où prolifèrent les groupes armés. Mais la menace jihadiste venue du Sahel plane de plus en plus sur les pays riverains du Sud.

Le parc de la Pendjari, limitrophe du Burkina, est placé le 10 décembre par le quai d'Orsay en zone rouge, mais seulement le long de la frontière. Le reste du parc est au même moment classée sur une bonne partie orange ("déconseillée sauf raison impérative"), dont la zone du "Pendjari Lodge" où les Français sé-

journaient.

Le lodge n'a été placé en zone rouge qu'après le rapt, le 10 mai. Le ministère des Affaires étrangères diffuse alors une nouvelle carte et des consignes mentionnant explicitement le parc de la Pendjari.

"La carte change le 10 mai, compte tenu de cette séquence (l'enlèvement) et d'une meilleure compréhension de ce qu'il s'est passé. Le parc passe alors intégralement en rouge", a confirmé à l'AFP Eric Chevallier, directeur du Centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay.

Mais, souligne le responsable, même s'il ne s'agit que d'une zone orange, cela signifie qu'elle est "déconseillée sauf raison impérative". "Or le tourisme n'en fait pas partie", rappelle-t-il.

• Une incursion en zone risquée ?

Il semble de plus que les touristes français se soient rendus en véhicule tout-terrain dans une zone plus proche de la frontière burkinabè, elle alors classée en zone rouge, a indiqué à l'AFP un responsable d'African Parks Network (APN), l'ONG gestionnaire de la Pendjari, sous couvert de l'anonymat.

"Ils ont séjourné au Penjari Lodge. Ils ont fait leur safari avec leur guide dans une



Les deux ex-otages français – Laurent Lassimouillas (à gauche) et Patrick Picque – ont eux-mêmes concédé qu'ils auraient dû "prendre davantage en considération les recommandations de l'Etat".

zone frontalière entre le Bénin et le Burkina", a indiqué cette source.

Le lieu de l'enlèvement des otages n'est pas officiellement connu mais M. Chevallier a indiqué que leur voiture et le chauffeur tué ont été retrouvés tout près de la frontière, "en zone rouge".

• Quel effet a le classement en zone rouge ?

Le classement en zone rouge n'entraîne aucune interdiction. Les agences de voyages françaises "n'organisent pas de voyages dans les zones rouges ni oranges", a déclaré à l'AFP le représentant des agences de voyages françaises, Jean-Pierre Mas.

Mais rien n'empêche un touriste français de s'y ren-

dre par ses propres moyens. Ainsi, les guides locaux continuent à y effectuer des safaris.

"Le fait que la zone ait été mise en alerte rouge signifie pour nous qu'il y avait un risque à s'y aventurer avec les touristes", explique à l'AFP Adamou Akpana, président de l'Union des guides et transporteurs de touristes de la Penjari. Mais "le parc n'a pas fait d'interdiction formelle", ajoute-t-il. "Malgré l'alerte, nous la fréquentons mais avec plus d'attention et de précautions."

Jean-Yves Le Drian n'exclut pas de "durcir la réglementation", ce qui pourrait se traduire par le passage de plus de zones orange en rouge, afin de dissuader les voyageurs de s'y rendre.

Sur Twitter, les hommages au guide béninois assassiné des deux Français se multiplient

AFP

Lagos/Nigeria

LES hommages à Fiacre Gbédji, le guide béninois des deux ex-otages libérés vendredi, qui a été tué lors de leur enlèvement dans le nord du Bénin début mai, se sont multipliés pendant le week-end sur le réseau social Twitter.

Au Bénin et sur la toile, de nombreux témoignages regrettaient le peu d'échos qu'a

eu sa mort en comparaison avec la médiatisation accordée à l'enlèvement des deux ressortissants français, finalement libérés sains et saufs dans le nord du Burkina Faso dix jours après leur enlèvement.

"Il s'appelait Fiacre Gbédji. Il était guide dans le parc de la Pendjari, au Bénin. Il n'aura pas d'hommage, pas d'émission spéciale... Qu'il ait au moins ici sa photo", a écrit un internaute sur le réseau social.

"Paix à ton âme fils d'Afrique #FiacreGbédji", a écrit un autre

en hommage au guide.

Le quotidien La Libre Belgique lui a consacré un article, affirmant que "beaucoup de jeunes Belges et leurs professeurs le connaissent" : à travers un projet baptisé Move With Africa, mis en place avec le journal, Fiacre Gbédji "faisait découvrir sa culture et son pays aux élèves venus dans une démarche d'éducation à la citoyenneté".

Son frère, Alexandre, a confirmé à l'AFP que leur maison familiale, à Natitingou (nord du Bénin), "a vu défiler

des centaines de touristes", que Fiacre était fier d'amener chez lui pour leur faire découvrir sa ville natale.

"Fiacre va beaucoup nous manquer, c'est l'un des meilleurs guides que nous avions", a également confié à l'AFP le directeur du complexe touristique de la Pendjari où le drame a eu lieu, James Terjanian.

Ce guide professionnel, très apprécié de ses collègues comme de la plupart des gens qui l'ont connu, allait bientôt avoir 30 ans, et était père de six enfants.

Outre ses activités de guide, il avait fondé un orphelinat avec le soutien de certains touristes, a raconté un de ses proches amis. Il donnait lui-même régulièrement des cours aux enfants du centre et leur était très "dévoué", a-t-il ajouté.

Son corps a été retrouvé le 4 mai, très abîmé, tout près de la frontière dans le parc de la Pendjari où les ravisseurs se sont débarrassés de lui avant de fuir au Burkina voisin, où opèrent de nombreux groupes jihadistes.

Iran/Nucléaire

Téhéran n'est pas en "position de faiblesse"

AFP

Téhéran/Iran

UN vice-président du Parlement iranien a salué hier la décision de Téhéran de renoncer à certains engagements pris dans l'accord international sur le nucléaire dans un climat de tension exacerbée avec Washington qui s'est retiré du pacte et que le président américain Donald Trump a unilatéralement dénoncé il y a un an. L'Iran a ainsi fait savoir qu'il

cessait de limiter ses réserves d'eau lourde et d'uranium enrichi, revenant sur des restrictions consenties dans le cadre de l'accord qu'il avait conclu à Vienne en juillet 2015 avec la Russie, la Chine, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Après le retrait des Etats-Unis, les autres pays sont eux restés partie à ce pacte. L'accord a permis à l'Iran d'obtenir la levée d'une partie des sanctions internationales mais la rétablissement

des sanctions américaines affecte lourdement son économie et ses relations commerciales avec les autres pays parties à l'accord.

Téhéran a donné deux mois aux Européens pour sortir réellement les secteurs pétrolier et bancaire iraniens de leur isolement provoqué par les sanctions américaines, faute de quoi l'Iran renoncera à d'autres engagements pris dans l'accord de 2015.

La décision iranienne a "provoqué des positions contradic-

toires aux Etats-Unis, d'une part ils dépêchent un porte-avions et de l'autre Trump supplie pour qu'on l'appelle", a encore dit le vice-président du Parlement iranien.

Il a ajouté que "deux éléments : la résistance et l'unité" allaient aider l'Iran à franchir "les dures circonstances actuelles".

Le président iranien Hassan Rohani a appelé samedi à l'unité alors que l'Iran est confronté à "une guerre tous azimuts inédite dans l'histoire de la République islamique".

Le gouvernement yéménite persiste et signe en qualifiant de "manipulation" l'annonce du retrait des rebelles Houthis de trois ports de l'Ouest, cruciaux pour l'arrivée de l'aide humanitaire (photo) dans ce pays en guerre.

A travers le monde

• Israël/Gouvernement. Netanyahu veut plus de temps



Photo : AFP

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré hier qu'il allait demander au président Reuven Rivlin un délai supplémentaire pour former un nouveau gouvernement de coalition, arguant des congés récents et de l'aggravation de la situation à Gaza.

• Lituanie/Politique. Ils ont voté leur président

Les Lituaniens ont voté hier pour choisir leur nouveau président, avec l'espoir qu'il réduira la fracture entre riches et pauvres qui grandit dans leur pays en dépit d'une croissance solide. Neuf candidats étaient en lice au premier tour pour remplacer Dalia Grybauskaitė qui achève son deuxième mandat et pourrait chercher à succéder à Donald Tusk à la présidence du Conseil européen.

• Proche-Orient/Conflit. Meurtre d'une famille palestinienne : accord de plaider-coupable pour un accusé

Un jeune Israélien accusé pour un incendie criminel ayant tué une famille palestinienne a plaidé coupable de participation à la préparation d'un "crime raciste" dans le cadre d'un accord avec le procureur, selon le ministère de la Justice hier.

• Syrie/Conflit. Cinq civils tués dans le nord-ouest

Au moins cinq civils, dont quatre enfants, ont été tués hier dans des frappes menées par les groupes insurgés contre une localité du nord-ouest de la Syrie, région en proie à des combats, a indiqué l'agence officielle Sana.

• Yémen/Conflit. Retrait rebelle : le gouvernement crie à la "manipulation"



Photo : AFP

Le gouvernement yéménite persiste et signe en qualifiant de "manipulation" l'annonce du retrait des rebelles Houthis de trois ports de l'Ouest, cruciaux pour l'arrivée de l'aide humanitaire (photo) dans ce pays en guerre.